



LA TOILE

LETTRE D'INFORMATION MONARCHISTE



DOSSIER : SERBIE

UN ROI POUR RASSEMBLER !



ARTICLES

LA MONARCHIE SERBE : BREF APERCU
LES ROYALISTES EN SERBIE 1989-2008 :
DIX-NEUF ANNEES DE LUTTES
LES TCHETNIKS, UN MYTHE DU XXe SIECLE

ENTRETIENS

LES JEUNESSES DU ROI
LE CENTRE DE RECHERCHE SUR LE
MONARCHISME ORTHODOXE

ACTUALITES

🔍🔍🔍 **ZOOM :** LA REFORME
DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

🔍🔍🔍 **LA VIE DES MOUVEMENTS :** ENTRETIEN AVEC YVES-MARIE ADELIN



Ce numéro de *La Toile* sort de l'ordinaire en ce sens qu'il n'est pas réservé aux seuls inscrits de monarchiste.com. Pourquoi ? Parce que nous avons considéré, en concertation avec les organes de régulation de monarchiste.com que, compte tenu du travail et de la qualité de ce journal électronique, il était souhaitable de le diffuser largement, de permettre aux uns et aux autres de se l'approprier, de l'utiliser, de le citer.

Ensuite parce que *La Toile* n'est pas un énième media monarchiste venant concurrencer ce qui existe déjà tant sur le plan papier que sur le plan de l'écran. *La Toile* est un media qui parle de la "planète monarchiste" aux monar-

chistes (ou aux autres...).

Nous ne cherchons ni à faire du prosélytisme, ni à affermir les convictions ; nous partons du principe que nos lecteurs attendent de l'info sur l'actualité du monarchisme et des monarchistes, ici et dans le monde. Ce créneau était inoccupé, ce sera le nôtre.

Après maints ajustements (et quelques ratés), l'équipe rédactionnelle est enfin parfaitement opérationnelle. Même si nous ne rejetons aucune bonne volonté occasionnelle ou régulière...

Aidez nous à tisser la Toile.

SYLVAIN

LA TOILE

LETTRE D'INFORMATION MONARCHISTE

NUMERO 1 - ETE 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

SYLVAIN

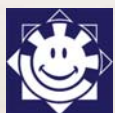
REDACTEUR EN CHEF

KHEMARA

COMITE DE REDACTION ZARMA, PEYO, GUYTOS, FRUCHART, BOB

MAQUETTE

WOODENALI



CONTACT@MONARCHISTE.COM

WWW.MONARCHISTE.COM

SOMMAIRE

LA REFORME DES SERVICES
DE RENSEIGNEMENT INTERIEUR PAGE 3

DOSSIER SERBIE PAGES 6 A 17

LA MONARCHIE SERBE : BREF APERCU
LES ROYALISTES EN SERBIE 1989-2008 :
DIX-NEUF ANNEES DE LUTTES
LES TCHETNIKS, UN MYTHE DU XX^E SIECLE

PLANETE MONARCHISTE PAGE 18

LA VIE DES MOUVEMENTS PAGE 23

LA REFORME DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT INTERIEUR

PAR DORANGE

Afin de rationaliser le fonctionnement des services de renseignement intérieur, Nicolas Sarkozy a pris la décision de fusionner la Direction Centrale des Renseignements Généraux (DCRG) et la Direction de la Surveillance du Territoire (DST).

Le 1er juillet, ces deux institutions policières ont disparu au profit de la nouvelle Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI), dont le siège se situera à Levallois-Perret (92).

Si la réforme permettra de mutualiser les savoir-faire en éliminant certains doublons inutiles, elle confrontera des cultures de renseignement très différentes et n'empêchera

pas les luttes de pouvoir dans la haute administration. En outre, elle entérinera un processus durable visant à une redéfinition contestable des missions.

Pour comprendre les enjeux d'une telle réforme, il convient toutefois de dresser un bref état des lieux des systèmes existants.

La DST sera peu affectée par la réforme. En effet, la nouvelle DCRI fonctionnera sur son modèle d'organisation territoriale : une structure nationale, dont les missions s'exercent au travers des zones de défense sur l'ensemble du territoire, sans l'intermédiaire des préfets départementaux. En outre, les missions dévolues à la DCRI seront identiques à celles de la DST.

A sa mission traditionnelle, le contre-espionnage, s'ajoute depuis quelques années l'anti-terrorisme et l'intelligence économique.

La DCRG sera au contraire très affectée par la réforme. Non seulement du point de vue de l'organisation administrative, mais également du point de vue de ses missions.

En effet, les Renseignements généraux sont présents dans chaque département (DDRG), où ils sont chargés d'informer le préfet des risques de trouble à l'ordre public dans sa circonscription. La Direction Centrale recoupe et synthétise les informations sur l'évolution de la société au profit du gouvernement, en s'appuyant sur ce puissant maillage territorial.

Les fonctionnaires des RG sont ainsi chargés à la fois d'enquêter sur les risques terroristes et les groupes à potentialité violente (politique, hooliganisme, etc) et de dresser un diagnostic sur l'évolution de la société (phénomène sectaire, violences urbaines, préoccupations sociales, etc.). En revanche, ils ne forment plus des prévisions sur les résultats électoraux depuis de nombreuses années.

La réforme aura donc deux conséquences majeures sur l'organisation des Renseignements Généraux.

Tout d'abord, sur le plan national, les fonctionnaires des RG de chaque département

seront séparés suivant deux nouvelles affectations :

- ceux qui s'occupent plus particulièrement de la lutte anti-terroriste (islam radical, séparatismes régionaux, etc) seront regroupés au sein des nouvelles antennes régionales du Renseignement Intérieur ;

- ceux dont les tâches consistent principalement dans l'information générale ou l'analyse sociale continueront à informer le préfet de leur département et leurs informations continueront d'être collectées et synthétisées par une structure centrale "information générale", elle-même rattachée à la Direction Centrale de la Sécurité Publique (DCSP).



LES NOUVEUX LOCAUX DU RENSEIGNEMENT FRANÇAIS A LEVALLOIS.
CREDITS PHOTO J.-C. MARMARA - LEFIGARO

En second lieu, le statut spécial de la Préfecture de Police de Paris pose un sérieux problème. En effet, les fonctionnaires des RG de la Préfecture de Police (RGPP), statutairement rattachés dans l'ancien système à la DCRG comme n'importe quelle autre direction départementale, mais en réalité sous l'autorité quasi exclusive du Préfet de Police, ne peuvent être absorbés par la nouvelle DCRI, dont l'organisation n'est pas départementale.

En outre, le Préfet de Police peut difficilement renoncer à l'autorité directe qu'il exerce sur un service qui l'informe quotidiennement à la fois sur l'ampleur et les risques liés aux manifestations qui se tiennent dans la capitale

et sur la menace terroriste qui pèse sur les plus hautes autorités françaises et étrangères siégeant à Paris.

A ce dilemme, les concepteurs de la réforme n'ont pas trouvé de solution satisfaisante. Le service de renseignement de la Préfecture de Police sera placé sous l'autorité directe du Préfet de Police, sans être rattaché à aucune direction de la Police Nationale.

Il n'y aura donc pas de fusion totale des services de renseignement intérieur.

Outre ces questions d'organisation administrative, révélatrices des luttes de pouvoir au sein de la haute administration française, il serait naïf de considérer que la réforme ne va pas faire évoluer la nature des missions.

En effet, il était inutile d'organiser cette fusion pour mutualiser l'action des services en matière de Contre Espionnage ou d'Intelligence Economique puisque ces missions étaient exclusivement dévolues à la DST, ou en matière d'analyse sociale puisque ces missions "RG" seront dorénavant dévolues à la Sécurité Publique.

Le véritable enjeu de la réforme, c'est la mutualisation des actions de lutte anti-terroriste. C'est ce thème qui est devenu, depuis quelques années déjà, la préoccupation prioritaire des plus hautes autorités de l'Etat et la

source des luttes d'influence entre les deux services. Il est donc probable que ce domaine d'action absorbera l'essentiel des moyens de la nouvelle DCRI.

Or il n'est pas certain que cette orientation stratégique profonde soit la plus pertinente. Certes, la menace terroriste est réelle, en particulier celle qui procède de la montée de l'Islam radical et internationaliste.

Mais une évaluation objective de la menace nous obligerait à ne pas réagir avec les mêmes procédures selon qu'il s'agit d'actions terroristes internationales (nébuleuse Al Qaida) ou d'actions terroristes traduisant des revendications nationales (Hezbollah libanais, FARC, PKK, etc).

En outre, les réalités géopolitiques devraient nous conduire à nous doter ou à conserver des structures de Contre Espionnage et d'Intelligence Economique très performantes, sachant que la principale

source d'espionnage est de nature industrielle et économique.

Enfin, le rattachement de "l'information générale" à la DCSP ne manquera pas d'affaiblir le niveau d'analyse des phénomènes de société en concentrant les moyens d'enquête sur les thèmes directement liés aux missions de sécurité publique (délinquance, encadrement des manifestations, etc.) et en sacrifiant le recul nécessaire à l'identification des nouvelles tendances.



BERNARD SQUARCINI, NOUVEAU DIRECTEUR DE LA DCRI.

CREDITS PHOTO AFP / GETTY

DORANGE

⚡⚡⚡ Preamble : Declaration de Son Altesse Royale Prince heritier Alexandre a propos du Kosovo



« De la soit disante déclaration d'indépendance et de la violence internationale sur la Serbie »

La terreur centenaire qui pèse sur les Serbes du Kosovo et Metohija a aujourd'hui été surclassée par cette déclaration d'indépendance insensée et pourtant soutenue par certaines démocraties occidentales.

Aujourd'hui, et alors que l'Union Européenne oublie ses propres principes et mine ses propres fondations, il devient inutile de parler de loi internationale et de justice. Aujourd'hui nous ne devons que penser à ceux qui restent prisonniers de ce territoire, contre nature, bâti dans l'illégalité, le sang et la terreur. Aujourd'hui nous ne devons penser qu'au retour de nos terres perdues.

J'en appelle aux Serbes de la mère patrie et ceux de la Diaspora, nous ne devons jamais oublier nos frères et soeurs du Kosovo et Metohija, ces frères et soeurs qui sont désormais les habitants du dernier camp de concentration européen du 21e siècle. J'en appelle aux hommes politiques de Serbie, plus particulièrement ceux qui sont au pou-

voir, ils doivent faire, avec le plus grand sérieux et la plus grande responsabilité, tout ce qui est possible pour protéger les populations et les sites sacrés du Kosovo et Metohija.

Ce qui se passe aujourd'hui n'est pas la première injustice ni le premier crime commis à l'encontre du peuple Serbe. Par expérience nous savons que le Kosovo n'est pas perdu tant que nous le conservons dans nos coeurs. Par le passé nous avons déjà perdu le Kosovo, et nous l'avons retrouvé.

Et nous le retrouverons encore avec la force de notre foi, et notre révolte face aux crimes et injustices commis aujourd'hui à notre rencontre.

Dieu est parmi nous.

S.A.R. Le Prince héritier Alexandre
Paris, le 17 février 2008

SUR LE NET:
WWW.ROYALFAMILY.ORG

LA MONARCHIE SERBE : UN BREF APERCU

PAR SYLVAIN

L'histoire de la Serbie moderne est intrinsèquement liée à celle de la dynastie des Karageorgevic. Le fondateur de la dynastie, Georges Petrovic, était un simple paysan qui, de 1804 à 1813, dirigea politiquement et militairement le soulèvement des Serbes contre l'occupation Turque, remportant les batailles de Ivankovac (1805) et de Misar (1806) avant de prendre Belgrade (1807).

Surnommé “Kara Yorgi” (Georges le Noir) par les Turcs, “Karageorges” Petrovic fut désigné comme seigneur héréditaire de Serbie par une assemblée du peuple en 1808.

En 1813, les Turcs parviennent à reconquérir la Serbie. Karageorges gagne l'exil en Russie, tandis que l'un de ses lieutenant, Miloš Obrenovic fait sa soumission, se voit attribuer le commandement du district de Rudnik et conférer le titre de “Prince”.

En 1815, Miloš Obrenovic prend cependant la tête d'un nouveau soulèvement anti-turc qui aboutit à la reconnaissance formelle d'une principauté autonome Serbe sous suzeraineté Ottomane, situation qui durera jusqu'en 1867.

Quant à Karageorges, il est assassiné en 1817 sur ordre de Miloš Obrenovic, peu de temps après son retour d'exil... Cette assassinat marque le début d'une longue suite de complots et de violence qui vont opposer les deux familles rivales, celle des Karageorgevic et celle des Obrenovic jusqu'au tout début du XXème siècle.

La famille des Karageorgevic incarnent alors l'idée d'une Grande Serbie indépendante, tandis que les Obrenovic sont considérés comme étant moins “nationaux”...

Le 11 juin 1803, un groupe d'officiers nationalistes partisans des Karageorgevic prit d'assaut le palais royal et mis à mort le Roi Alexandre 1er

Obrenovic et la Reine Draga, mettant fin à la dynastie Obrenovic et ouvrant la voie au Roi Pierre 1er Karageorgevic.

Durant la première guerre mondiale, la Serbie résiste d'abord victorieusement aux armées Austro-Hongroises, avant de devoir se replier à travers l'Albanie sous la conduite du Roi Pierre et de son fils Alexandre. Embarquée à Corfou, l'armée Serbe est réorganisée et rééquipée par les Alliés avant de participer à



KARADJORDJE PETROVIC (1804-1813), CHEF DE LA DYNASTIE.

CREDITS PHOTO ORTHODOXIE.FREE.FR



l'offensive finale et à la libération du territoire national en 1918. L'annexion du Monténégro et le démantèlement de l'Empire Austro-Hongrois permet alors la constitution d'un "Royaume des Serbes-Croates-Slovène" qui devient en 1929 le Royaume de Yougoslavie.

La période de l'entre-deux guerres est cependant marquée par bien des périls pour le trône Yougoslave avec l'agitation communiste naissante d'une part et surtout la montée en puissance du nationalisme croate responsable de l'assassinat en 1934 à Marseille du Roi Alexandre 1er de Yougoslavie (fils de Pierre 1er). Le jeune fils d'Alexandre, Pierre

II lui succède sous la régence de son oncle le prince Paul qui, contre l'avis de son opinion publique, va mener une politique germanophile pour tenter d'échapper à l'encerclement géopolitique qui guette son pays. Cette politique conduit au soulèvement "patriotique" de Belgrade le 27 mars 1941 et à un brutal renversement des alliances. Pierre II est proclamé majeur, le régent Paul est chassé du pouvoir.

Ce soulèvement donne le signal à une intervention militaire des Puissances de l'Axe. Les armées Allemandes, Italiennes, Hongroises, Bulgares et Albanaises déclenchent une offensive le 6 avril 1941. Le jeune Roi Pierre est contraint à la fuite le 14 avril. La Yougoslavie capitule le 18 avril et son démantèlement débute le 19. La Croatie devient un état indépendant qui annexe la Bosnie et la Smirnie. La

Serbie est réduite à ses frontières de 1878, moins le district de Pirot annexé par la Bulgarie. Le Kosovo est rattaché à la Grande Albanie, la Batchka à la Hongrie, la Dalmatie et le Monténégro passent sous contrôle Italien. A la fin de ce mois d'avril 1941, le colonel (plus tard général) Draza Mihailovic constitue les premières unités de partisans royalistes serbes, les tchetniks (voir l'article en page 10).



COMBATTANTS TCHETNIKS EN 1944.

Au cours de la guerre, les communistes, dirigés par Tito, parviendront à accréditer l'idée que les Tchetniks sont proallemands. C'est ainsi que la Conférence de Téhéran (28-11/1-12-1944) reconnaîtra les

Titistes comme armée alliées, et que la Grande-Bretagne retirera son aide à Mihailovic et aux Tchetniks.

A la fin du conflit les communistes, soutenus notamment par les Anglais et appuyés par la puissance militaire soviétique, s'emparent du pays. Après un référendum populaire le nouveau pouvoir anti-fasciste renverse la monarchie. L'heure des persécutions commence... Pour les monarchistes Serbes c'est la mort, l'exil ou la clandestinité... Le 12 mars 1946, Draza Mihailovic est arrêté alors qu'il se cachait en Bosnie-Herzégovine. Du 10 juin au 15 juillet 1946 se déroule à Topcider le procès des "traîtres" et des criminels de guerre de la Seconde Guerre mondiale.

Draza Mihailovic figure au nombre des accusés. Jugé coupable, il est fusillé le 17 juillet 1946.

SYLVAIN

❧❧❧ LES ROYALISTES EN SERBIE 1989-2008 : 19 ANNEES DE LUTTES

PAR SYLVAIN

La montée des nationalismes après la mort de Tito (1980), l'effondrement du bloc soviétique (1989) vont provoquer la désagrégation de la Yougoslavie socialiste.

C'est ainsi qu'en 1990, les premières élections libres et pluralistes se déroulent en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine, en Serbie, en Slovénie et en Croatie, suivant en cela le mouvement de démocratisation engagé en Europe de l'Est un an auparavant. Hormis la Serbie, toutes les autres Républiques choisirent des Présidents ouvertement nationalistes ou indépendantistes.

Le nouveau président serbe, Slobodan Milosevic, chercha à préserver l'unité yougoslave en jouant sur le nationalisme serbe tandis que la Slovénie et la Croatie déclaraient leur indépendance le 25 juin 1991. L'armée fédérale (JNA), intervint contre les deux républiques sécessionnistes. S'ensuivirent une courte guerre en Slovénie et une autre, plus longue et plus meurtrière, en Croatie.

Fin 1991, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine proclamèrent à leur tour leur indépendance, ce qui déclencha une guerre de trois ans en Bosnie-Herzégovine, entre les trois ethnies principales du pays, les Serbes, les Croates et les Bosniaques.

En Serbie même, ces années-là voient un vrai foisonnement politique. Les royalistes profitent de la situation pour réapparaître en plain jour.

Dès 1989, un premier mouvement, le Srpska Narodna Obnova (SNO-Mouvement National Serbe) est créé par Mirko Jovic auquel sont associés Vuk Draskovic et Vojislav Šešelj. Mais très rapidement, la situation se dégrade entre les trois hommes.



COMBATTANTS TCHETNIKS, DEBUT 1990

Dès 1990, le SNO éclate en trois factions. Vojislav Šešelj, proclamé “vojevoda” (voïvode, chef militaire suprême) des Tchetniks, créé le Srpska Cetnici Obnova (SCO-Mouvement Tchetnik Serbe) qui fusionne l'année suivante avec le petit Narodna radikalna stranka (NRS-Parti Radical Populaire) pour donner naissance au

“fameux” Srpska Radikalna Stranka (SRS-Parti radical Serbe) > www.srs.org.yu

Mirko Jovic tente de conserver un Srpska Narodna Obnova (SNO-Mouvement National Serbe) “maintenu” qui disparaîtra complètement en 1992/1993 absorbé complètement par la milice des Aigles Blancs/Beli Orlovi créée conjointement par Jovic et Šešelj. Jovic combattrait en Bosnie et tentera un ultime retour politique en se présentant à l'élection présidentielle de 2004, candidature qui sombrera avec seulement 5.546 voix (0,18%).

Enfin Vuk Draskovic, qui se place d'emblée dans une logique plus démocratique, crée le Srpski Pokret Obnove (SPO-Mouvement Serbe du Renouveau) > www.spo.org.yu

Durant la guerre en Croatie, le SPO dispose cependant de sa propre milice, la Garde Serbe/Srpska Garda. Le SPO connaîtra son plus grand succès électoral en 1997 avec 793,284 voix (19,1%) et 45 sièges au Parlement. Tandis que le Parti Radical, se maintiendra tout au long de cette période comme premier ou second parti de Serbie en jouant davantage, il faut le préciser, sur les sentiments ultranationalistes que royalistes d'une large partie de l'électorat.

En 1997 toutefois, victime de son succès électoral, le SPO va connaître la scission d'une partie de ses élus et militants, qui derrière Velimir Ilic vont fonder Nova Srbija (NS-Nouvelle Serbie) > www.nova-srbija.org

Le SPO sera touché par une autre scission en 2005, menée par le petit fils du général Mihailovic, Vojislav Mihailovic, ancien Maire de Belgrade, scission qui donne naissance au Srpski Demokratski Pokret Obnove (SDPO-Mouvement Démocratique Serbe du Renouveau) > www.sdpo.org.yu

Il est intéressant de noter que, si aucun mouvement ou parti monarchiste ne semble en mesure de s'emparer seul du pouvoir par la voie des urnes en ce moment,

les royalistes serbes son non seulement représentés au Parlement de Serbie, mais ils sont largement partie prenante des trois principales coalitions.

Lors des dernières élections législatives qui se sont tenues le 11 mai 2008 la coalition "Pour une Serbie Européenne" menée par Boris Tadic a obtenu 1.590.200 voix (38,40%) et

102 sièges dont 4 pour le SPO de Vuk Draskovic. Le Srpska Radikalna Stranka (SRS-Parti radical Serbe) qui continue à incarner une forme de tradition tchetnik a recueilli 1.219.436 voix (29,45%) et 78 sièges.



COMBATTANTS TCHETNIKS EN 1944.

Enfin, la coalition menée par Vojislav Koštunica et son Parti démocratique de Serbie, comprenant Nova Srbija (NS-Nouvelle Serbie) et le Srpski Demokratski Pokret Obnove (SDPO-Mouvement Démocratique Serbe du Renouveau) a obtenu 480.987 voix (11,61%) et 30 sièges dont 10 pour Nova Srbija.

La coalition de gauche ne disposant que de 313.896 voix (7,58% - 20 députés) et les libéraux 216.905 voix (5,24% - 13 sièges).

C'est donc à une formule toute nouvelle de conquête du pouvoir que nous assistons par une "royalisation" progressive du paysage politique...

A côtés de ces formations politiques importantes, il existe une myriade de

groupes, d'associations et de clubs, politiques, culturels ou patrimoniaux qui contribuent à leur échelle et dans leurs domaines à maintenir très vivante la tradition monarchiste Serbe.

Bornons nous à mentionner, parce qu'ils sont adhérents (avec le SPO de Vuk Draskovic et le SDPO de Vojislav Mihailovic) à la

Conférence Monarchiste Internationale :

- les Kraljeva Omladina / Jeunesses du Roi

> www.kraljevaomladina.com

- l'Udruzenje Srba Monarhista u Australiji / Association Royaliste Serbe en Australie

> www.freewebs.com/srbijanci/onama.htm

- ou encore le Centar za Istrazivanje Pravoslavnoga Monarhizma/Centre pour la Recherche du Royalisme Orthodoxe

> www.czipm.org

L'actuel prétendant au trône, Chef de la Maison royale des Karageorgevic, le Prince

Alexandre est revenu en Serbie pour la première fois en octobre 1991 à l'invitation du SPO. Son retour avait été marqué par un accueil triomphal et des manifestations de masse.

Le Prince Alexandre, né à Londres en 1945,

est le fils unique du Roi Pierre II.

SYLVAIN



COMBATTANT TCHETNIK, DEBUT 1990

DOCUMENTS VIDEO

SUR LE NET : LIENS A COPIER-COLLER DANS VOTRE NAVIGATEUR

[HTTP://FR.YOUTUBE.COM/WATCH?V=k0yKHGstLAc](http://fr.youtube.com/watch?v=k0yKHGstLAc)

[HTTP://FR.YOUTUBE.COM/WATCH?V=_f_AZx03AdM](http://fr.youtube.com/watch?v=_f_AZx03AdM)

[HTTP://FR.YOUTUBE.COM/WATCH?V=xKOiGMeucs4](http://fr.youtube.com/watch?v=xKOiGMeucs4)

[HTTP://FR.YOUTUBE.COM/WATCH?V=Yxf0BA2BJko](http://fr.youtube.com/watch?v=Yxf0BA2BJko)

[HTTP://FR.YOUTUBE.COM/WATCH?V=z0uB-niYsf8](http://fr.youtube.com/watch?v=z0uB-niYsf8)

[HTTP://FR.YOUTUBE.COM/WATCH?V=hPqRDh50A-4](http://fr.youtube.com/watch?v=hPqRDh50A-4)

❧❧❧ LES TCHETNIKS, UN MYTHE DU XX^E SIECLE

PAR KHEMARA



Les Tchetniks, plus que tout autre mouvement, ont marqué l'histoire contemporaine des Balkans. De la première guerre balkanique aux conflits de l'ex-Yougoslavie, en passant par la 2^{ème} Guerre Mondiale, ils auront été de tous les combats et continuent aujourd'hui encore de peser sur le jeu politique serbe.

C'est au sein de la redoutable VMRO/ORIM (Organisation de la Résistance Intérieure de Macédoine) que se constituent les premières unités Tchetniks ("compagnie militaire"), elles rassemblent des volontaires serbes venus combattre, aux cotés des macédo-niens, l'occupant ottoman. Lorsque la première guerre mondiale éclate, les Tchetniks sont nombreux à participer aux combats menés par l'armée du Roi serbe Pierre 1^{er}. Leur courage et leur valeur leur vaudront l'estime de leurs alliés français et anglais, parmi eux le colonel De Gaulle qui devait se lier d'amitié avec le jeune Draza Mihailovic. La paix revenue, les Tchetnik purent croire leur rêve réalisé avec la constitution d'un Royaume de Yougoslavie en 1929.

Cela n'allait pas durer, l'effondre-ment des troupes italiennes en Grèce allait provoquer l'interven-tion allemande. Le Roi Pierre II refusant le passage aux troupes allemandes doit partir en exil avec son gouvernement, sur place la résistance s'organise, les Tchetniks sont les premiers à répondre à l'appel de leur Roi et à se soulever. Au plus fort du conflit, ils seront plusieurs dizaines de milliers à combattre sous les ordres du général Draza Mihailovic au sein de "l'armée yougoslave pour la Patrie".

Laissant pour certains pousser leur barbe en attendant le retour de leur Roi, les Tchetniks et leur chef Mihailovic seront présentés par les médias américains et britanniques comme les "derniers défenseurs de la liberté en Europe". Bien organisés puisque encadrées par les anciens officiers de l'armée royale yougoslave et les vétérans des guerres balkaniques, les troupes Tchetniks tiennent tête aux offensives des allemands et de leurs alliés croates, les célèbres "oustachis". Comme le reconnaîtront plus tard les historiens, mais en se gardant bien de mentionner le rôle pourtant essentiel des for-

ces royalistes serbes, la résistance yougoslave aura immobilisé un nombre important d'unités allemandes, autant de troupes qui auraient pu faire basculer le cours de la guerre en Russie mais aussi en Afrique du Nord. Car rapidement, les royalistes doivent faire face à un nou-vel adversaire en la personne de Josip Broz Tito et de ses partisans du parti communiste de Yougoslavie. Ceux ci sont fortement appuyés et encadrés par les forces soviétiques. Le conflit latent devient ouvert entre les deux forces de résistance, alors que la répression menée par les forces allemandes devient plus dure et efficace.

Attentif au sort des populations civiles serbes, Mihailovic choisit de réduire le rythme de ses offensives et de contenir la menace allemande mais aussi communiste en dehors des zones qu'il contrôle. Dans plusieurs régions, un cer-tain nombre d'unités Tchetniks choisissent de collaborer ponctuellement avec l'occupant alle-mand dans des opérations contre les partisans de Tito. Soucieux de plaire à Staline, les britan-iques finissent par abandonner leur allié Draza Mihailovic qui est finalement capturé puis exécuté par les partisans d'un Tito qui

s'ouvre ainsi les portes du pouvoir. Alors que la plupart des officiers finissent par rejoindre leur souverain en exil, les dernières forces Tchetniks résistent encore quelques années, oubliées de tous.

Ce n'est qu'au début des années 90, lorsque les nations composant la Yougoslavie se déchirent, que renaissent les Tchetniks. Leur engagement est à la fois politique et militaire. L'héritage Tchetnik est alors revendiqué par le Parti du Renouveau National Serbe (SNO) de Mirko Jovic, et par deux autres formations dissidentes du SNO : le Parti Radical Serbe (SRS) de Vojislav Šešelj et le Mouvement du Renouveau Serbe (SPO) de Vuk Draskovic.

Sur le terrain, les milices paramilitaires n'hési-



tent pas à arborer les signes et uniformes Tchetniks, c'est notamment le cas de la Garde Serbe, proche du SPO, et surtout les "Aigles blancs" qui vaudront à leur créateur Vojislav Šešelj d'être titré "Vojvoda" (prince) des Tchetniks par Momcilo Đujic, un des vétérans de la deuxième guerre mondiale. Les nouveaux

Tchetniks seront parmi les premiers à combattre en Croatie et en Bosnie, puis au Kosovo.

Dans une Serbie désormais en butte à l'hostilité des Etats Unis et leurs alliés, le communisme est tombé, et la Royauté est de retour en la personne du prince héritier Alexandre. Il n'est donc pas étonnant que le parlement serbe, à l'initiative du parti SPO emmené par le petit-fils du général Mihailovic, ait voté en 2005 une loi

réhabilitant définitivement le mouvement Tchetnik, leur accordant des droits à la retraite et aux pensions d'état.

Une reconnaissance tardive mais qui reste incomplète dans l'attente de la réhabilitation du général Mihailovic.

KHEMARA



< pour l'anecdote, la Twentieth Century Fox sortit le 11 Janvier 1943 un film d'hommage au mouvement de résistance Tchetnik (avec Philipp Dorn dans le rôle du Général Mihailovic).

ENTRETIEN

Nikola Sretenovic

Qui sont les Kraljeva Omladina, et quels sont vos objectifs ?

Les Jeunesses du Roi, Kraljeva omladina, sont une organisation très jeune, et pourtant nos progrès sont indéniables. Créées autour d'un noyau d'étudiants, nous ne sommes pas un parti, pas une organisation gouvernementale et encore moins commerciale. Nous nous plaçons sous le patronage de SAR le prince héritier

Alexandre II de la Maison Royale de Karadjordjevic (prononcé Karageorgevitch). Nous entendons développer pour notre pays une véritable société civile, une conscience citoyenne et promouvoir la Monarchie par tous les moyens légaux, pacifiques et démocratiques. Pour se faire, nous souhaitons travailler avec toutes les autres organisations et associations de Serbie et d'ailleurs.

Les Jeunesses du Roi n'entendent pas livrer "bataille" pour arriver à leurs fins, car le terme "bataille" renvoie à une image agressive avec des vainqueurs et des perdants. Nos actions sont au contraire dictées par notre dévotion à la Serbie, ses traditions et son histoire. Nous devons moderniser notre société à l'image des Monarchies constitutionnelles que sont la Suède, l'Espagne, le Canada, le Japon et d'autres nations encore. Bien sûr certaines républiques sont aussi des réussites. Nous ne som-

mes pas anti-républicains mais pour nous, la Monarchie est la voie la plus rapide vers le progrès et la prospérité.

Pourquoi être monarchiste en Serbie aujourd'hui ?

La restauration du Royaume de Serbie apporterait stabilité, unité et continuité à une nation

qui a connu de nombreuses épreuves ces dernières années.

Stabilité, puisqu'un Président est toujours issu d'un parti ou d'une coalition politique, le Roi, lui, est au dessus des partis. Les gouvernements se

succéderont au rythme des échéances électorales mais le Roi restera et autour de lui se décideront les politiques sur le long terme. Le sort du pays ne sera plus lié au résultat de telle ou telle élection.

Unité, parce que la Serbie a besoin d'une personnalité autour de laquelle se rassembleront les citoyens de toute origine ethnique ou religieuse, condition sociale et enfin de toute affiliation politique.

Continuité, parce qu'aujourd'hui, la Monarchie peut être un pont idéal entre les aspirations à la modernité et les valeurs traditionnelles de chaque nation, et de chaque individu.

Les siècles d'histoire qui ont façonné la nation et l'état Serbe démontrent la nécessité d'une restauration de la Monarchie, mais une Monarchie de son temps, moderne, et donc constitutionnelle.



LES JEUNESSES DU ROI

Quelles sont les chances d'une telle restauration ?

De toutes les nations qui ont vu leur Monarchie tombée, la Serbie est probablement celle dont les chances sont les plus grandes de la voir restaurée. Une telle restauration pourrait servir d'exemple aux autres nations, ce serait un grand bien pour notre pays bien sûr, mais aussi pour l'ensemble des pays des Balkans.

A la différence d'autres pays, les Serbes ont leur propre dynastie, une dynastie nationale, les Karageorgevich, qui ont marqué l'histoire contemporaine Serbe depuis 1804. Leurs Altesses Royales le prince héritier Alexandre II et la princesse Katherine ont été très actifs au profit du peuple, sans discrimination quant à l'origine ethnique ou religieuse des personnes concernées.

Ils ont récolté plusieurs millions d'euros qui ont permis d'équiper tous les hôpitaux de Serbie. Ils sont venus en aide aux malades, les pauvres, les réfugiés, les enfants, en résumé toutes les catégories vulnérables de notre nation. Ils ont patronné plusieurs conférences médicales de première importance, organisé des formations pour nos médecins à l'étranger, et apporté un soutien particulier à l'amélioration des soins aux nouveaux nés. La Fondation du prince héritier pour la culture et l'éducation a obtenu des bourses pour des étudiants en Angleterre, et des enfants issus des classes défavorisés ont pu partir en camp d'été en Grèce. Le prince héritier a aussi amené des investisseurs en Serbie, en promouvant une image positive et dynamique de notre pays. En fait, c'est notre sentiment qu'aucune famille royale n'a effectué un tel

effort pour son peuple, et en un temps aussi court. C'est pourquoi nous pensons que la Serbie a de grandes chances de voir sa Monarchie restaurée, et nous espérons que le monde accueillera cette restauration comme un grand pas en avant !

Selon certaines enquêtes, près d'un tiers de Serbes soutiennent la Monarchie, un autre tiers est indécis, et le reste est opposé à l'idée d'une restauration. Il faut se souvenir que la Serbie a été soumise à une importante propagande républicaine depuis plus de 60 ans, il s'agit pour nous de retourner cette campagne en faveur d'une monarchie constitutionnelle et moderne.

L'indépendance du Kosovo est désormais reconnue par plusieurs états, quel est votre sentiment ?

Cette question est politique, et nous ne sommes pas une organisation politique. Toutefois pour répondre rapidement, la question du Kosovo et Metohija est des plus sensibles et complexes, car elle se rapporte à plusieurs siècles d'histoire des Balkans. Le Kosovo c'est le berceau de l'état Serbe, de son histoire, de sa religion et de sa culture. La question de son indépendance relève de notre constitution, toutes les autorités Serbes sont concernées, et toutes ont une réponse unique- Le Kosovo est Serbe. Peu importe la suite que connaîtra la soit disant indépendance du Kosovo, nous, les Jeunesses du Roi nous continuerons à porter le Kosovo dans nos coeurs, et si nous ne pouvons intervenir politiquement ou influencer sur le cours des choses, nous apporterons tout notre soutien et notre aide, dans la mesure de nos moyens, aux Serbes du Kosovo. Ces derniers connaissent de grandes



difficultés, une situation unimaginable au 21^e siècle et au coeur de l'Europe. La communauté internationale devrait, pour une fois, cesser d'être partielle et injuste, la question du Kosovo concerne l'ensemble des Balkans.

Les Kraljeva Omladina ont choisi de rejoindre la Conférence Monarchiste Internationale, quelles sont vos attentes vis à vis de cette adhésion ?

Nous sommes très satisfaits d'avoir rejoint la Conférence Monarchiste Internationale. Nous suggérons d'organiser prochainement un grand événement international monarchiste à Belgrade.

La Serbie a les plus grandes chances de voir sa Monarchie restaurée, nous espérons obtenir un important soutien international dans cette voie, et en échange, le Royaume de Serbie rétabli pourra servir d'exemple pour tous les autres monarchistes dans le monde entier.

»»»»»»»»»» ENTRETIEN

Père Nenad Jovanovich

Descendant d'une grande lignée de prêtres, et petit fils du dernier président du conseil d'état du Royaume de Yougoslavie, le père Nenad Jovanovich a eu un parcours militant des plus originaux.

Ancien membre du PNO, il a servi comme vice-président du mouvement "Obraz", puis brièvement porté les armes en 2004 au Kosovo avant de choisir de se consacrer à sa prêtrise.

Il reste très actif au sein du Centre de Recherche sur le Monarchisme

Orthodoxe (CZIPM) qu'il a cofondé en 2001.

La Toile - Présentez nous le CZIPM, et ses activités ?

Le Centre de Recherche sur le Monarchisme Orthodoxe (CZIPM) a été fondé en 2001 par le regretté Nebojsa M. Krstich. Nous avons alors organisé notre première conférence dans la cité impériale de Nish sur le thème "Qu'est ce que le Monarchisme Orthodoxe". Depuis ces conférences se sont multipliées en Serbie et à l'étranger, les médias étant nombreux à rapporter nos activités en faveur du Monarchisme Orthodoxe.

Il est important de souligner que le CZIPM opère sous le haut patronage de SAR Prince Aleksandar Pavlov Karageorgevich. Nous travaillons pour la résurrection de la Monarchie en Serbe, et dans les autres pays orthodoxes, la Russie en particulier. Nous avons des associés en Serbie, Russie, Roumanie, Australie, Royaume Uni, etc. Notre principal objectif est de créer les préalables théoriques nécessaires à un Royaume de Serbie, national, traditionnel et organique. Dans ce but, le CZIPM mène des recherches dans les domaines de la théologie, l'histoire, la philosophie, la politico-logie, l'héraldisme, la littérature, l'art, etc.

Quels seraient les avantages d'une restauration dans la Serbie d'aujourd'hui ?

L'avantage principal serait de voir rétabli la seule forme de gouvernement établie par Dieu à l'image du Royaume divin. D'un point de vue politique, une telle restauration éliminerait les querelles républicaines entre les différents candidats à la fonction présidentielle, l'influence de la diabolique idéologie libérale

démocratique serait amoindrie.

Nous sommes convaincus que la Monarchie peut, avec la mise en avant de notre héritage ancestral, rendre vie à notre peuple, et lui redonner confiance en lui même. Nous attendons donc un soutien de notre sainte église, des membres de la glorieuse Maison royale des Karadordevic, les survivants de l'aristocratie, et toutes les autres parties intéressées à la restauration et à la résurgence d'une nouvelle et crédible élite nationale.

Quelles sont les chances de la Monarchie en Serbie mais aussi dans les autres pays orthodoxes?

Dieu est grand, et nous faisons ce que nous pouvons. Mais en toute honnêteté la cause de la Monarchie pourrait se porter mieux qu'elle ne l'est en ce moment. J'ai bien peur qu'il nous reste beaucoup à améliorer et travailler. J'étais très heureux d'entendre des échos positifs de la situation en Georgie l'année dernière. Sa Sainteté le Patriarche Ilia II s'est prononcé fermement en faveur de la restauration dans ce pays, et toute l'opposition parlementaire lui a apporté son soutien. La disparition du prince héritier Giorgi Bagration-Muchranelli a entraîné une pause dans ce mouvement. J'espère que son fils, le prince Davit saura reprendre le flambeau en faveur d'une telle restauration qui servirait d'exemple aux autres pays orthodoxes : Russie, Serbie, Grèce, Roumanie et Bulgarie.



LE PERE NENAD JAVANOVICH

Plusieurs états ont reconnu l'indépendance du Kosovo, quelle est votre réaction ?

La province du Kosovo et Metohija est une partie inaliénable de la Serbie, et ce depuis un millénaire. La Serbie est membre des nations unies, notre loi mais aussi la loi internationale

doivent être honorés et respectés. Nous n'admettrons jamais que des autorités rebelles prennent pied sur notre sol, nous ne soumettrons pas à de tels actes de violence de la dernière superpuissance à notre rencontre.

Je vous renvoie à la déclaration de SAR le prince héritier sur la question, tout est dit.

Le CZIMP a été parmi les premières organisations à rejoindre la CMI, un mot sur le sujet ?

Il est encore trop tôt pour faire des prévisions, mais nous avons beaucoup de la CMI et souhaitons son succès !

PROPOS RECEUILLIS PAR KHEMARA

SUR LE NET:

WWW.KRALJEVAOMLADINA.COM

WWW.CZIPM.ORG

WWW.SPO.ORG.YU

WWW.SDPO.ORG.YU

FREEWEBS.COM/SRBIJANCI/ONAMA.HTM

CAMBODGE - Une campagne électorale sans enjeu. La campagne législative vient de commencer au Cambodge et ce pour un mois. Parmi les 11 partis en lice, quatre partis s'affichent ouvertement monarchistes. Le scrutin du 26 juillet ne devrait toutefois pas modifier la donne politique en place depuis les premières élections de 1993.

La campagne électorale cambodgienne vient donc de commencer avec ces longues processions de militants en ville mais aussi en campagne. Parmi les 11 partis à présenter deux candidats, quatre se revendiquent ouvertement monarchistes, le

Funcinpec (FUN) et trois autres partis dissidents. Le FUN n'est plus que l'ombre de lui-même depuis sa victoire de 1993, et s'il continue d'occuper plusieurs postes gouvernementaux, le parti historique, créé par le roi Norodom Sihanouk au temps de la résistance, ne peut plus espérer peser à lui seul sur le scrutin. Emmené par la princesse Arunrasmey, la vieille formation royaliste doit désormais faire face à la concurrence du parti portant le nom de son ancien président le prince Norodom Ranariddh.

Ce dernier, démis de la présidence du Funcinpec il y a maintenant deux ans, a réuni autour de lui et de son Parti Norodom Ranariddh (PNR) un quarteron de fidèles. L'une au gouvernement, l'autre dans l'opposition, les deux formations ont obtenu un certain nombre d'élus lors du dernier scrutin

communal, et devraient faire de même pour ce scrutin, bien loin toutefois des 26 sièges qu'occupe actuellement le FUN au sein l'Assemblée.

Le parti Hang Dara - Mouvement pour la démocratie, qui avait déjà présenté des candidats en 2003, et le parti Justice Sociale, se font aussi les champions de la cause royaliste mais

de manière plus marginale, faute de moyen. Résultat le 26 juillet prochain.



CORTEGE DE MILITANTS DU FUNCINPEC

CREDITPHOTO : NICOLAS AXELROD

NÉPAL - Gyanendra renonce, la république est proclamée. Ses partisans auront longtemps espéré un dernier sursaut, mais le roi

Gyanendra, réputé fin tacticien, aura finalement renoncé à un dernier baroud d'honneur. Après 239 années de dynastie royale des Shas, la république népalaise est désormais proclamée portant l'ancienne guérilla maoïste au pouvoir.

C'est donc entouré des pleurs de ses fidèles et sous les applaudissements de ses adversaires que le souverain népalais a quitté son palais le 12 juin dernier. Son fils, le prince héritier Paras, et sa famille, avaient fait de même quelques semaines plus tôt. Une assemblée constituante élue le 10 avril et dominée par les anciens rebelles maoïstes a aboli le 28 mai la monarchie et proclamé la République. "Il est très positif que le roi ait accepté pacifiquement de quitter le palais et nous le remercions", a salué le porte-parole maoïste, Krishna Bahadur Mahara. "Une nouvelle ère

a commencé pour une transition politique pacifique et nous honorons sa décision de vivre comme un citoyen normal”, a-t-il dit, oubliant au passage les quelques 13000 morts qui ont entaché l'accession au pouvoir de son parti.

Les quelques députés monarchistes, une vingtaine, se disent quant à eux déçus mais restent déterminés à défendre l'héritage monarchiste. Un sentiment partagé par une partie de la population, “Même les abeilles ont une reine. Sinon, elles se disperseraient et mourraient” commente un policier, Bahadur, assurant que “le Népal a besoin d'un roi”.

De fait ce sont plusieurs attentats qui ont touché la capitale dans les semaines précédents l'abolition de la monarchie.

Ce renversement découle de l'alliance contre nature unissant depuis novembre 2006 les principaux partis politiques traditionnels, et notamment le parti du Congrès, et les maoïstes. Toutes ces forces s'étaient alliées dans des manifestations démocratiques en avril 2006, forçant le roi Gyanendra à renoncer au pouvoir absolu qu'il s'était attribué l'année précédente devant la recrudescence des attaques de la guérilla.

L'ancien royaume du Népal a été déchiré par une guerre civile de plus de dix ans qui a fait 13.000 morts et ruiné l'économie de ce pays himalayen situé entre l'Inde et la Chine.

THAÏLANDE - Encore un coup d'état ?

Les récentes élections législatives avaient donné l'illusion d'un retour au calme politique et à la croissance économique. Les partisans de l'ex premier ministre et homme d'affaires Thaksin Shinawatra ont en tout cas du souci à se faire alors que l'opposition extraparlamentaire multiplie les manifestations et que les rumeurs de coup d'état se font plus pressantes.



THAÏLANDE - LE ROI BHUMIBOL ADULYADEJ

CREDIT PHOTO : BETTY IMAGES

L'armée interviendra-t-elle à nouveau dans le champ politique thaïlandais. C'est en tout cas la rumeur qui court à Bangkok où les bruits de botte se font plus pressants. Les récentes élections

législatives, qui ont remis en selle les partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, n'auront donc pas suffi à calmer l'antagonisme entre les différentes factions politiques thaïlandaises. Le “People Power Party”, qui regroupe nombre d'anciens alliés de Thaksin, a pourtant tenté de jouer l'apaisement en renonçant par exemple à poursuivre ou même sanctionner les auteurs du coup d'état du 19 septembre 2006 menant Thaksin à l'exil. Il faut dire que ceux-ci appartiennent tous à la haute hiérarchie militaire et pour certains aux cercles proches du Palais. Thaksin Shinawatra s'est pourtant fait discret depuis la victoire de ses alliés, aucune fonction gouvernementale pour ses proches mais encore l'ancien premier ministre a renoncé à se réinstaller définitivement à Bangkok.

L'opposition au gouvernement “PPP” du

débonnaire Sundaravej est de plus en plus virulente. Et la situation rappelle celle de septembre 2006 précédant le coup d'état et la mise en place d'une Junte "anti-Thaksin". Le mouvement "Alliance du Peuple pour la Démocratie" a repris ses démonstrations de force dans les rues de Bangkok toujours très hostile à Thaksin et au gouvernement. Ce dernier se trouve accusé de brader "la souveraineté thaïlandaise" alors qu'ils négocient avec leurs homologues cambodgiens la délimitation territoriale du site de Preah Vihear. Le thème reste très porteur dans les milieux militaires.

La montée des antagonismes, et des incidents, pourrait pousser les uns et les autres à faire appel à l'arbitrage d'un roi Bhumidol Adulyadej, désormais plus discret mais toujours très révérend de ses sujets.

HAWAÏ - Démonstration de force des royalistes. Le spectacle peut faire sourire les touristes de passage, le "Gouvernement Royal d'Hawaï" se réunit désormais quasi-quotidiennement dans les jardins de l'ancien palais royal. Les autorités du 50e état américain désormais confrontées à une recrudescence de l'activisme indépendantiste.

Répondant à l'appel de leur souveraine la Reine Mahealani Kahau et son gouvernement autoproclamé, une centaine de militants ont occupé une journée durant l'ancienne résidence royale d'Iolani aujourd'hui transformée en musée. D'autres actions ont suivi et devraient

suivre, "Aujourd'hui et demain, nous serons présents pour assumer notre rôle" a ainsi déclaré Mahealani Kahau, descendante du dernier roi d'Hawaï.

De fait elle réunit désormais quotidiennement son gouvernement dans les prémices mêmes de l'ancien palais. Les autorités américaines restent pour l'instant passives, probablement par peur de jeter de l'huile sur le feu. Si les

monarchistes Hawaïens sont divisés en plusieurs courants, tous demandent le rétablissement de la monarchie constitutionnelle renversée en 1983 par un groupe d'affairistes très liés aux intérêts économiques américains. Selon eux, l'annexion de l'île aux Etats Unis "illégale". Ils sont quelques 200.000 à revendiquer d'origine Hawaïenne sur les quelques 1,3 millions d'habitants que compte l'île célèbre pour ses paysages paradisiaques et ses bases militaires.

Pour plus d'informations :

www.higovt.org

QUÉBEC - Le prince Jean invité, pas la reine Elisabeth. Après plusieurs débats houleux, les autorités fédérales ont finalement décidé de ne pas inviter la reine Elisabeth, souveraine du Canada, pour l'anniversaire de la fondation de la ville de Québec il y a 400 ans. Une décision qui fait du bruit outre-atlantique alors que les autorités Québécoises ont, quant à elles, convier le prince Jean, duc de Vendôme, aux célébrations.



HAWAÏ - LA REINE MAHEALANI KAHAU

CREDIT PHOTO : AP

Pour les francophones d'Amérique, tout a commencé le 3 juillet 1608. Lorsque Samuel de Champlain décida de s'installer à Kébec, "là où le fleuve rétrécit", il était loin de se douter qu'il marquait ainsi le début d'une guerre linguistique qui aujourd'hui encore divise anglophones et francophones. Les célébrations des 400 ans de fondation de la ville de Québec, du 28 juin au 6 juillet, sont l'objet, on pouvait s'en douter, d'une forte opposition entre les autorités fédérales, habituellement soucieuses de minimiser le fait Québécois, et le gouvernement du Québec prompt à défendre sa souveraineté. La récente victoire, en 2007, des libéraux Québécois aura toutefois modifier cette donne, sans effacer les polémiques. C'est ainsi le gouvernement fédéral, dans un souci d'apaisement, qui a choisi de ne pas inviter la reine Elisabeth, souveraine du Commonwealth et du Canada, à se joindre aux festivités.



QUEBEC-LE PRINCE JEAN AUX CELEBRATIONS OFFICIELLES
CREDITPHOTO : WWW.LAUTREVOIX.COM

Une décision mal comprise des dirigeants libéraux de la province francophone. "Nous savons que la venue de la Reine au Québec créerait une controverse" déclarait alors Benoît Pelletier, ministre des affaires intergouvernementales, "nous restons à la merci de cette minorité qui vit encore en 1760". Une situation d'autant plus polémique que les autorités de la ville de Québec ont choisi, quant à elles, d'inviter le prince Jean, duc de Vendôme, en sa qualité de descendant des Rois de France au nom desquels a été fondée la colonie.

ALLEMAGNE - Un Forum monarchiste pour la rentrée. Le premier forum sur la monarchie se tiendra du 26 au 28 septembre à Laufen (Bavière).

Organisé par la Société Monarchiste Allemande (Deutsche Monarchistische Gesellschaft) le forum se veut une "une discussion interdisciplinaire sur la monarchie se basant sur les sciences politique, historique et juridique".

Au programme une conférence sur "L'échec de la république de Weimar, la résistance monarchiste en Bavière contre le régime nazi dans les années 1932 et 1933 et le projet d'une restauration monarchique dans les années 1950 à 1952" par Karl Otmar Freiherr von Aretin, un exposé de Götz Freiherr von Boyneburg-Lengsfeld-Domkasch sur "L'importance des valeurs traditionnelles pour le XXIème siècle", une intervention de Heydenreuter, qui analysera la condition juridique de la noblesse après 1918.

Un débat public récapitulatif clôturera cette première édition du Forum monarchiste.

Pour plus de renseignements et inscription veuillez contacter :

monarchieforum2008@googlemail.com

ROYAUME-UNI - Quand l'ONU déraile... Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU aura adressé une bien curieuse recommandation au Royaume-

Uni, l'exhortant à organiser "un référendum portant sur l'élaboration d'une constitution si possible républicaine".

Pour rappel, seul le Royaume-Uni est resté fidèle à une constitution coutumière parmi les États occidentaux. L'exhortation Onusienne, à l'origine de laquelle on trouve un diplomate Srilankais, aura en tout cas fait sourire plus d'un responsable anglais.

Le très moral "Conseil des droits de l'homme Onusien" compte en effet dans ses rangs des grandes démocraties comme l'Arabie Saoudite, Cuba, et la Syrie.

TUVALU - Talofa Your Majesty ! La reine Elisabeth peut respirer, elle reste la souveraine en titre du Tuvalu, anciennement appelées Iles Ellice.

Les habitants de ce micro état du Pacifique ont en effet voté en avril dernier pour le maintien de la monarchie constitutionnelle. Un vote des plus sérieux pour les quelques 9000 habitants du Tuvalu, un des plus petits états au monde, et qui se sont prononcés à 65% en faveur de la monarchie.

D'autres pays du Commonwealth, dont l'Australie, pourraient dans les mois à venir procéder à un vote similaire, le Tuvalu leur aura montrée la voie.

Pour plus d'information sur le Tuvalu : www.tuvaluislands.com

ROUMANIE - Le roi Michel retrouve son château. Le roi Michel de Roumanie s'est définitivement installé début juin au château de Peles à Sinaia.

"C'est une réparation historique" a estimé l'ancien souverain qui s'était vu confisqué l'ensemble de ses biens 60 ans auparavant, lorsqu'il fut contraint à l'abdication et à l'exil par les communistes.

Plusieurs centaines de monarchistes étaient présents pour saluer le retour du roi en son palais, un édifice construit dans les Carpates à la fin du 19e siècle et transformé en musée depuis 1953 jusqu'à aujourd'hui.

BOB ET KHEMARA



ROUMANIE - LA PRINCESSE MARGARETA DE ROUMANIE, HERITIÈRE DE LA COURONNE

CREDIT PHOTO : WWW.FPMR.RO



**CONFERENCE
MONARCHISTE
INTERNATIONALE**

Retrouvez la Conférence Monarchiste
Internationale sur internet :

internationale.monarchiste.com

ACTION FRANÇAISE

L'Action Française est le plus ancien mouvement royaliste français, créé en 1898 par Henri Vaugois et Maurice Pujo. En plein contexte de l'affaire Dreyfus, Charles Maurras convertit rapidement les membres de l'AF à la nécessité d'une restauration monarchique comme voie de salut national. Le nationalisme intégral définit la doctrine d'Action Française : royaliste parce nationaliste.

L'AF oriente aujourd'hui son combat sur la défense de la souveraineté de la France. Depuis 1993, elle porte officiellement le nom de Centre Royaliste d'Action Française (CRAF).

Le mouvement insiste particulièrement sur la formation de ses membres via l'Institut d'Action Française, les cercles d'études et son université d'été, le camp Maxime Réal del Sarte.

Les récents événements au sein de l'Action Française, la renaissance du titre « *Aspects de la France* » feront l'objet d'un article du prochain numéro de La Toile.

Actualités : Camp Maxime Réal Del Sarte 2008, du vendredi 22 août au dimanche 31 août au château de Lignières. Comme chaque année depuis 1953, le camp s'ouvre à tous les jeunes entre 15 et 35 ans, désireux de se former à la politique nationaliste et royaliste. Prix : 150 euros jusqu'au 30 juin ; 170 euros après. Dix jours, nourriture et hébergement compris.

Sur internet :

cmrds.actionfrancaise.net
www.actionfrancaise.net

NOUVELLE ACTION ROYALISTE

Issue d'une scission au sein de l'AF en 1971, la Nouvelle Action Française qui deviendra la Nouvelle Action Royaliste en 1978, s'est structurée autour de nombreux cadres de l'AF dont 4 membres de son Comité Directeur (Yves Lemaignan, Bertrand Renouvin, Jean Toubanc, Georges-Paul Wagner).

Ce mouvement rassemble des personnalités en provenance de tous les horizons, qui défendent notamment l'idée d'une monarchie constitutionnelle, héritière de la Vème République dans son fonctionnement avec le Comte de Paris comme chef d'Etat héréditaire.

Publications : *Le Lys Rouge*, revue trimestrielle d'études royalistes, *Royaliste*, périodique mensuel, *Cité*, revue trimestrielle théorique.

Sur internet :

<http://narinfo.site.voila.fr>

RESTAURATION NATIONALE

L'Action Française s'est reconstituée après la Seconde Guerre autour du journal *Aspect de la France* et du mouvement la Restauration Nationale dans un contexte socio-politique peu favorable aux idées maurrassiennes. En 1997, la RN, sous l'impulsion de Hilaire de Crémiers, se donne de nouvelles orientations stratégiques et se sépare de l'AF.

Proche du Prince Jean dont Hilaire de Crémiers est le secrétaire particulier, ce mou-



vement est doctrinalement dans la lignée de l'Action Française mais plus enclin aux actions de conversion intellectuelles que militantes.

Publications : *La Nouvelle Revue Universelle* (inspirée de la Revue Universelle fondée par Bainville) de périodicité trimestrielle, *Politique magazine*, mensuel.

Sur internet :

www.restauration-nationale.asso.fr

ALLIANCE ROYALE

Dernier né des mouvements monarchistes d'envergure en France, l'Alliance Royale sous l'impulsion de Yves-Marie Adeline joue le jeu démocratique comme moyen de promotion.

Présent aux échéances électorales, l'AR se veut un mouvement d'alliance des principales forces monarchistes en France pour amener le débat d'un retour à la monarchie comme issue institutionnelle à la crise que connaît la France.

L'AR, ne soutient pas un prince en particulier mais veut promouvoir l'idée monarchique dans le débat politique.

Actualités : L'Alliance royale tiendra sa quatrième université d'été le samedi 30 et le dimanche 31 août à Paris, dans un hôtel particulier du 7^e arrondissement.

Sur internet :

www.alliance-royale.com

GROUPE DE LIAISON ROYALISTE

Le Groupe de Liaison Royaliste a choisi le thème de « Refonder le Royalisme pour libérer la France ! » pour son programme de la session 2008 à Sommières du 31 juillet au 3 août.

Au programme une série de conférences et de débats des principales personnalités du Royalisme français.

Sur internet :

www.lesmanantsduroi.com



LES ÉPÉES

Le 26^e numéro de la revue trimestrielle royaliste 'Les Épées' vient de paraître avec en thème principal '*Révolution française : une histoire à vif*', des entretiens avec Sébastien Lapaque et David Foubert, et plusieurs autres articles de qualité.

Par ailleurs la première saison de conférences organisée par le même journal vient de s'achever avec la conférence-débat entre Jean-Pierre Le Goff et Gérard Leclerc sur le thème de '*Mai 68 - Au delà de la commémoration à quoi bon encore en parler ?*'



Sur internet :

www.lesepees.com

PEYO

ENTRETIEN

Yves Marie Adeline

Pouvez vous vous présenter, votre parcours professionnel et politique ?

Je suis d'origine universitaire, et ma principale carrière est celle d'un écrivain ; je publie des manuels, des essais, et de la littérature.

Il s'est trouvé que, après avoir publié mes premiers travaux en philosophie politique, j'ai été appelé à diriger le cabinet de Jean Arthuis en 1992, ce qui m'a introduit dans l'univers politique concret. Quand la

“Gauche plurielle” a repris le pouvoir à Chirac en 1997, j'ai voulu promouvoir le projet opposé d'une droite plurielle, et dans cette perspective j'ai aidé Jean-Marie Le Chevallier à se faire élire député dans le Var. Je suis resté avec lui 18 mois. Aux régionales de 1998, nous sommes passés à deux doigts d'un rapprochement entre les droites, mais l'affaire a échoué, de manière inattendue non pas du fait de Chirac, qui était prêt à marcher, mais du fait de Le Pen, dont l'étroitesse de vues ou l'arrogance a tout fait capoter.

Vous avez fondé l'Alliance Royale en 2001 ; quelle était votre motivation alors et vos ambitions pour cette formation ?

Je pensais que le sentiment royaliste qui existe en France, et qu'a confirmé en 2007 un sondage BVA-France-soir pendant la dernière prési-

dentielle, pouvait être transformé en force politique. Ainsi, les royalistes dont la plupart s'engagent ailleurs ou soutiennent par leur vote des partis acceptant la forme républicaine, trouveraient enfin un parti pour porter leurs idées. Et le royalisme serait revenu sur la scène politique contemporaine, la question institutionnelle centrale pouvait être reposée : république ou monarchie ? J'ai donc monté un



YVES-MARIE ADELIN

CREDIT PHOTO: AURELIA MARTIN

parti politique, sans lequel aucune action politique n'est possible, dans l'espoir d'ouvrir une nouvelle page dans l'histoire du royalisme en France.

Après 7 ans à la tête de cette formation, quel bilan établissez vous ?

Je dois vous faire une réponse mitigée. D'un côté, j'ai échoué, puisque les royalistes eux-mêmes ne m'ont pas suivi, alors que j'estimais qu'ils étaient évidemment les premiers concernés. Soit ils m'ont critiqué publiquement, soit ils ont affecté d'ignorer pendant 7 ans ce que je faisais, même aux époques où j'étais médiatisé. En outre, j'ai manqué d'argent pour toutes nos campagnes ; or le suffrage universel est un sport de riches, c'est pour cela que notre système est oligarchique.

D'un autre côté, nous avons réussi une chose, c'est une percée médiatique, et sans jamais devoir passer par l'agit-prop ou la provocation. A cet égard je pense avoir réussi à dédramatiser le royalisme jusqu'alors uniformément perçu à travers l'aventure maurassienne. Cela dit, ce travail avait été déjà fait avant moi par Renouvin, mais au prix d'un ancrage à gauche

qui conduisait peut-être exagérément à l'autre extrémité de l'échiquier républicain, tandis que j'ai pu conserver une posture plus centrée, disons "centriste", qui convenait mieux au royalisme, de mon point de vue en tout cas. Et de fait, notre militantisme au sein de l'Alliance a dû nécessairement renouveler notre vision politique, en nous forçant à émettre des propositions non plus selon une pensée déconnectée du monde réel, mais selon des considérations réalistes. Je suis fier de pouvoir dire que nos ateliers qui ont construit un commencement de programme politique nous ont permis ensuite, tant aux européennes de 2004 qu'à la présidentielle de 2007, de tenir un discours que tous nos interlocuteurs ont pris au sérieux, même quand ils n'étaient pas d'accord. Ainsi, il restera au moins une trace d'une proposition royaliste dans les archives de la Commission Balladur, par exemple, qui m'a invité à donner mon avis sur la réforme des institutions.

Enfin, il entre dans mon bilan des considérations plus personnelles, si vous le permettez.

La nécessité induite par l'Alliance d'aller sur le terrain à la rencontre de nos compatriotes m'a sorti d'un certain enfermement idéologique auquel je n'imaginais pas être sujet ; et je pense que tous les cadres qui ont mouillé leur chemise vous diraient la même chose. Et plus important encore, mais plus intime aussi, en tant que chrétien, je suis heureux que l'Alliance ait servi à deux de nos cadres à découvrir les racines spirituelles de la France, ce qui les a conduits à demander le baptême. Pour l'un d'entre eux ce ne fut pas facile car en arrivant à l'Alliance il professait déjà une religion, le judaïsme ; je suis heureux que cet

"aîné de l'Ancienne Alliance" ait pu rencontrer le Christ dans un parti qui, par ailleurs, n'a jamais confondu les deux sphères temporelle et spirituelle et donc ne s'est jamais mêlé de religion.

Vous avez annoncé votre retrait de présidence de l'AR, quelles en sont les raisons ?

Cette aventure m'a pris beaucoup de temps et d'énergie, on n'imagine pas ce que cela représente ; or je dois "travailler plus pour gagner plus", selon la formule du Président de la République actuel, afin de répondre aux besoins croissants de mes huit enfants, qui grandissent, dont les aînés entament des études supérieures etc. Et de toutes façons, même sans cela, depuis que j'ai fondé l'Alliance en 2001 je ne suis jamais parvenu à gagner suffisamment ma vie pour faire face aux dépenses qu'entraîne l'entretien d'un foyer de dix personnes (car avec huit enfants, ma femme ne peut travailler à l'extérieur, naturellement). Notez que, d'habitude, les leaders de formations héroïques et marginales sont célibataires, et peuvent s'offrir le luxe de faire ce que j'ai fait, mais sans autres conséquences que sur eux-mêmes.

L'Alliance Royale a, sous votre présidence, adhéré à la CMI, qu'attendez vous d'une telle structure internationale ?

J'en attends ce que j'ai toujours espéré pour les prochaines européennes, où il faudrait que, soit des listes royalistes émergeraient de plusieurs républiques, soit la France accueillerait des étrangers sur nos listes royalistes, y compris parfois en tête de liste... mais je vous avoue que j'ai eu trop de déceptions pour y croire.

PROPOS RECEUILLIS PAR KHEMARA